



Chambre de Commerce et d'Industrie du Var  
236 Bd Maréchal Leclerc  
83000 TOULON

**ACCORD CADRE DE FOURNITURE ET LIVRAISON D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION  
INDIVIDUELLE, VETEMENTS DE TRAVAIL ET ACCESSOIRES, UNIFORMES DE SERVICE DES  
AGENTS DE SURETE PORTUAIRE PORTS DE COMMERCE**

**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**DATE ET HEURE LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :**

**MERCREDI 30 JUILLET 2025 A 16 H 00**

La consultation est passée en appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1 à L2121-2, R2124-1, R.2162-2 et R.2162-3 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

La consultation porte sur la fourniture et livraison d'équipements de protection individuelle, de vêtements de travail et accessoires et uniformes de service des agents de sûreté portuaire, pour les différents ports de Commerce de la CCI du Var.

La description des fournitures, leurs spécifications techniques sont indiquées dans le CCTP.

Nomenclature Européenne (CPV) : 18100000 vêtements professionnels, vêtements de travail spéciaux et accessoires  
18143000 Equipements de protections  
18830000 : Chaussures de protection

## **ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION**

### **ARTICLE 2-1 FORME DE LA CONSULTATION**

La présente consultation est passée en application des articles R.2124-2, R.2162-2 et R.2162-3 du code de la commande publique.

La consultation aboutira à un accord-cadre mono-attributaire pour partie :

- à bons de commande en application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique
- à marchés subséquents passé en application des articles R.2162-2 et R.2162-7 à R.2162-9 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre seront à bons de commande, en application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 2-2 FRACTIONNEMENT DE LA CONSULTATION**

La consultation est fractionnée en deux (2) lots correspondant à l'énumération suivante :

Lot n°1 : EPI (Equipements de Protection Individuelle) port de commerce

Lot n°2 : Vêtements de travail et accessoires, uniformes de service des agents de sûreté portuaire port de commerce

La description précise des prestations, leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots.

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

### **ARTICLE 2- 3 - VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées au niveau de l'accord cadre.

### **ARTICLE 2-4 - MODIFICATION DE DÉTAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION**

La CCI du Var se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, les dispositions de l'alinéa précédent sont applicables en fonction de cette nouvelle date.

### **ARTICLE 2-5 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des offres. L'offre est irrévocable jusqu'à expiration du délai de validité des offres.

## **ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES PRINCIPALES D'EXECUTION DE LA PRESTATION**

### **ARTICLE 3- 1 – MARCHES A BONS DE COMMANDE ET MARCHES SUBSEQUENTS**

#### **Exécution par bons de commande**

Les prestations définies au CCTP et intégrées au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) s'exécuteront par bons de commande.

#### **Exécution par marchés subséquents**

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les marchés subséquents conclus sur la base de cet accord-cadre mono-attributaire seront attribués après consultation du titulaire du lot correspondant, sans mise en concurrence complémentaire.

#### **Montants de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre sera un mono-attributaire s'exécutera par l'émission de bons de commande et/ou de marchés subséquents dans la limite des montants sur la durée totale de l'accord-cadre suivants :

Lot n°1 sans seuil minimum

Seuil maximum de 100 000 € HT sur la durée totale

Lot n°2 sans seuil minimum

Seuil maximum de 200 000 € HT sur la durée totale

Les marchés subséquents et les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

### **ARTICLE 3-2 – DUREE DU MARCHE**

L'accord-cadre sera conclu à compter de la réception par le titulaire de sa notification pour une première période d'1 (un) an. Passé cette date, le marché se renouvellera par reconduction tacite dans la limite de trois fois, pour trois périodes supplémentaires d'un an.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder quarante-huit (48) mois.

### **ARTICLE 3-3 –DELAIS DE LIVRAISON**

Les délais d'exécution /livraison sont définis au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **ARTICLE 3-4 - LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Département du Var

### **ARTICLE 3-5 – MODALITES DE FINANCEMENT DU MARCHE ET DELAI DE REGLEMENT**

Le mode de règlement est le virement bancaire. Le paiement des sommes dues interviendra sur présentation d'une facture, selon les modalités définies au CCAP, dans un délai de 30 jours. Les modalités de financement du marché sont définies au CCAP et s'exécutent conformément aux prescriptions des articles R.2191-3 à R.2192-36 du code de la commande publique. Le candidat pourra bénéficier d'une avance de 5% conformément à l'article R.2191-7 du code précité, sauf s'il stipule expressément sa renonciation sur l'acte d'engagement. Aucune retenue de garantie ne sera appliquée. Le marché est financé sur recettes concessions ports. Les prix du marché sont révisables. Cession ou nantissement du marché possible.

## **ARTICLE 3-6 – CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 3-7 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES DE RETRAIT**

Le dossier de consultation, en application de l'article R.2132-1 du code de la commande publique, contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de consultation (RC) et son annexe ;
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes (dont le Bordereau des Prix Unitaires) à compléter pour chaque lot ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) non contractuel à compléter du lot concerné ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du lot (commun) et annexes : les différentes chartes.

Le retrait libre et gratuit des dossiers de consultation des entreprises se fait uniquement par voie dématérialisée à l'adresse électronique suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr). Aucune demande d'envoi du dossier sur support papier ou sur support physique électronique n'est autorisée.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est conseillé au candidat de s'identifier en renseignant le nom de la société, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles modifications, précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non-identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non-indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse.

Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

En cas de difficulté quant au téléchargement du D.C.E, le candidat est invité à se rapprocher de la hotline technique de la plate-forme.

#### **ARTICLE 4 – MODE DE DEVOLUTION**

Le marché sera attribué par le Président de la CCI du Var au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Conformément à l'article R.2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter pour le marché public ou certains de ses lots plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché est **soit un groupement solidaire soit un groupement conjoint avec mandataire solidaire** en raison de l'approche globale attendue de la prestation.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de la CCI du Var.

#### **ARTICLE 5 –SELECTION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ET ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE**

Les critères relatifs l'appréciation de la candidature sont :

**Capacités techniques et professionnelles, capacités économiques et financières en rapport avec l'objet du marché et ses conditions d'exécution.**

Pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, il sera tenu compte des critères pondérés comme suit :

<b>CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES – LOT 1</b>	<b>NOTATION SUR 100 POINTS</b>
1- Critère prix jugés au regard du montant total HT porté au DQE	60/100
2- Critère valeur technique de l'offre jugée au vu :  - Performances techniques appréciées sur la base des fiches techniques. - Qualité de l'organisation d'approvisionnements fournisseurs, de livraison et de procédure échange.	40 /100 décomposés comme suit : 20 points 20 points

<b>CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES – LOT 2</b>	<b>NOTATION SUR 100 POINTS</b>
1- Critère prix jugés au regard du montant total HT porté au DQE	60/100
2- Critère valeur technique de l'offre jugée au vu :  - Qualité et performance des matières appréciées sur la base des échantillons et des fiches techniques. - Qualité des finitions et fonctionnalités des vêtements appréciées sur la base des échantillons et fiches techniques. - Qualité de l'organisation d'approvisionnements fournisseurs, de livraison et de procédure échange.	40/100 décomposés comme suit :  15 points  15 points  10 points

Conformément aux articles R.2151-1 et R.2151-2 du code de la commande publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles des offres.

A l'issue, les offres seront classées selon les critères précités conformément à l'article R.2152-6 du code de la commande publique.

### **1) Le critère prix sera noté comme suit :**

Concernant les lots n°1 et 2 : les notes relatives au prix des articles jugés au vu du montant de la commande type seront calculées en fonction de l'écart qui les sépare de l'offre la moins disante en termes de prix qui aura la note de 30, selon la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre examinée} : \frac{\text{Montant de l'offre la moins disante}}{\text{Montant de l'offre examinée}} \times 60$$

### **2) Le critère : valeur technique sera noté comme suit :**

0 : Renseignement non fourni
10% : Offre conforme au CCTP mais jugée insatisfaisante car ne présentant pas, au vu de l'ensemble des offres, d'avantages ou points positifs pour répondre à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
25% : Offre conforme au CCTP, jugée peu satisfaisante, car présentant au vu de l'ensemble des offres, peu d'avantages ou points positifs pour répondre à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
50% : Offre conforme au CCTP, jugée suffisante car présentant au vu de l'ensemble des offres, suffisamment d'avantages ou points positifs pour répondre de façon adaptée à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé
75% : Offre conforme au CCTP, jugée bonne et avantageuse car présentant au vu de l'ensemble des offres beaucoup d'avantages ou points positifs pour répondre de façon satisfaisante à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé.
100% : Offre conforme au CCTP, jugée excellente car présentant au vu de l'ensemble des offres le maximum d'avantages ou points positifs pour répondre de façon très satisfaisante à l'attente exprimée par le pouvoir adjudicateur en regard du critère annoncé.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce DQE seront également rectifiées. C'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

### **Attribution de l'accord-cadre :**

L'offre la mieux classée est retenue à titre provisoire par le pouvoir adjudicateur.

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans le délai qui lui sera imparti par la CCI du Var les documents visés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique : Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne sera alors sollicité par le pouvoir adjudicateur pour produire les documents nécessaires, avant que le marché ne lui soit attribué, et ainsi de suite, tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

***Les candidats sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à sa signature manuscrite (version papier).***

## ARTICLE 6 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET OFFRES

La présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée : les candidats doivent ainsi présenter leur candidature et offre par voie électronique exclusivement via le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) après s'être inscrits.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes. Il peut également utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature

**L'attention du candidat est attirée sur le fait que les modèles d'imprimés DC1 et DC2 à utiliser sont ceux correspondants à la dernière mise à jour de la Direction des Affaires Juridiques et joints à la présente consultation.**

Les candidats auront à produire un dossier complet entièrement rédigé en français, comprenant les pièces suivantes :

### **A- DOSSIER CANDIDATURE**

Il contiendra l'ensemble des pièces et documents, ci-après énumérés, prévus à l'article R.2143-1 du code de la commande publique.

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article aux articles R.2143-3 et R.2143-4 du code de la commande publique :

- Formulaire DC1 (Lettre de candidature ; désignation du mandataire par ses co-traitants) précisant si le candidat se présente seul ou en groupement, la nature du groupement ainsi que l'identité de son mandataire.
- Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 ou aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du code de la commande publique.

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-6 à R. 2142-12 du code de la commande publique :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-13 et R. 2142-14 du code de la commande publique :

- Une liste de références de prestations similaires réalisées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. **Le candidat remplira le tableau fourni à cet effet en annexe n°1 au Règlement de la Consultation.**
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public.

Conformément à l'article R. 2142-3 du code de la commande publique, un opérateur économique peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs.

En application de l'article R.2143-12-du code de la commande publique, si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Dans ce cas, le candidat devra produire les mêmes documents concernant ces opérateurs économiques que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement, chaque membre devra fournir un dossier de candidature complet.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, si pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur, à savoir pour le cas présent : **au minimum la fourniture d'une déclaration appropriée de banque.**

## **B-DOSSIER OFFRE**

Il contiendra pour chaque lot :

1. **L'acte d'engagement (A.E.) du lot** dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;

*Nb : dans le cadre de cette consultation, le pouvoir adjudicateur n'exige pas la signature électronique de l'acte d'engagement au stade de la remise des offres.*

2. **Le Bordereau des Prix unitaire (BPU) du lot** en annexe de l'acte d'engagement dûment complété ;
3. **Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du lot** dûment complété ;
4. **Le catalogue du fournisseur** pour le ou les lots auquel(s) il soumissionne. Catalogue en vigueur au jour de la remise des offres. Le catalogue devra être obligatoirement **accompagné d'un tarif**. Il devra contenir les prix publics que le candidat pratique à l'ensemble de sa clientèle.

5. Le candidat fournira à l'appui de son offre **un mémoire technique** pour les deux lots :

✓ **Une note organisationnelle** présentant les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour la réalisation des prestations, notamment :

- les modalités de commandes/livraisons, mise en place interlocuteur référent dédié, conseils et suivi,
- les modalités de prise de taille et d'essayage qu'ils proposent et y joindre les fiches de relevés utilisées,
- processus de reprise et /ou d'échange dans l'hypothèse où certains articles de la dotation ne conviendrait pas (Taille, malfaçon...).

S'agissant du lot 2, flocage réalisé

Dans la mesure du possible, en complément de ce mémoire technique, le candidat fournira un module de démonstration (en ligne) présentant les fonctionnalités de son site Internet de commande (choix des articles, visualisation de l'article, passation de la commande...).

L'objectif de ce module de démonstration est d'évaluer la convivialité et les fonctionnalités en matière de préparation, de passation de commandes et de suivi des consommations.

✓ **Fiches techniques** des produits descriptifs illustrés des fournitures mentionnant les caractéristiques (niveau d'imperméabilité - résistance au froid – respirabilité - résistance lavage en fonction du type d'entretien, résistance aux sels marins et aux effets du soleil - matière composant le vêtement...) **accompagnées** d'échantillons de tissus cas échéant (selon lot concerné). Les fiches techniques remises devront être présentées sous la forme d'un dossier technique classé par ordre de prix du bordereau des prix unitaires. La référence de prix de l'article concerné devra être indiqué sur chaque fiche technique.



## 6. Echantillons à fournir :

*(Le descriptif de tous les échantillons demandés est détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières)*

Afin de permettre la comparaison qualitative des produits, le candidat devra obligatoirement fournir, à l'appui de sa proposition, les échantillons suivants :

**Concernant lot 1 :** 1 paire de chaussure de sécurité type Carbon (pointure 42)

### Concernant le lot n°2 :

- Une silhouette homme été /hiver composée :

- ✓ Polo manche courte (taille M)
- ✓ Bermuda multipoches (taille 42)
- ✓ Pantalon cargo multipoches (taille 42)
- ✓ Veste softshell (taille M)
- ✓ Pantalon type chino taille 44
- ✓ Pull (taille M)

- Une silhouette femme été /hiver composée :

- ✓ Polo manche courte (taille S)
- ✓ Bermuda multipoches (taille 36)
- ✓ Pantalon cargo multipoches (taille 36)
- ✓ Veste softshell (taille S)
- ✓ Veste softshell (taille S)

- Veste respirante parka (taille M)
- Chemise (taille L)
- Doudoune sans manche (taille L).

**Les échantillons du titulaire seront conservés par la CCI du Var et serviront de modèle de référence pour la durée de du marché.**

**Les candidats non retenus pourront récupérer leurs échantillons à leur demande dans un délai de deux (2) mois maximums à compter de la réception du courrier les avisant du rejet de leur(s) offre(s). Passé ce délai, les échantillons seront la propriété de la CCI du Var.**

## ARTICLE 7 - UNITE MONETAIRE

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire EURO.

## ARTICLE 8– ADRESSE A LAQUELLE LES OFFRES DOIVENT ETRE ENVOYEEES ET CONDITIONS D'ENVOI

**Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée. La remise d'une offre papier entraînera son rejet sans régularisation.**

**Seuls les échantillons à caractère obligatoire, précisés à l'article 6.1 du présent devront être livrés selon les modalités de l'article 8.1.**

Les candidatures et les offres électroniques doivent être remises exclusivement à l'adresse suivante : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Le pli doit contenir plusieurs dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre du lot concerné définies au présent règlement de la consultation. La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les candidats doivent prendre connaissance des pré-requis techniques relatifs au dépôt des candidatures et des offres qui sont détaillés sur la plate-forme PLACE ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

Avant toute manipulation sur le site, le candidat peut tester la configuration du poste accessible par le menu « se préparer à répondre tester la configuration de mon poste ». Les candidats disposent en cas de besoin sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) d'un service d'assistance en ligne et d'un support téléphonique.

L'utilisation de la plate-forme nécessite des postes de travail récents :

- disposant de logiciels (OS et Navigateurs) maintenus par leurs éditeurs d'origine,
- disposant des dernières mises à jour logicielles, et notamment des patches de sécurité émis par les éditeurs correspondants.

Il est également conseillé d'éviter dans le nom des fichiers à déposer les caractères spéciaux (ex. : « ; & ; ...). Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Chaque candidat doit préalablement contrôler tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre par un antivirus tenu à jour. Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par la CCI du Var fera l'objet d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Toute transmission électronique peut être accompagnée de l'envoi d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra indiquer le nom du candidat et être placée dans un pli scellé qui portera la mention « **COPIE DE SAUVEGARDE - « MARCHE DE FOURNITURE ET LIVRAISON D'EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE, VETEMENTS DE TRAVAIL ET ACCESSOIRES, UNIFORMES DE SERVICE DES AGENTS DE SURETE PORTUAIRE PORTS DE COMMERCE – Ne pas ouvrir** ».

Il sera adressé à l'adresse ci-dessous par tous les moyens à la convenance du candidat (à l'exception du mail et de la télécopie) permettant de donner date et heure certaine à son dépôt et de garantir sa confidentialité. Il pourra être également être remis à la même adresse contre récépissé :

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR**  
**Service des Marchés Publics**  
**ZIP de Brégaillon**  
**663, avenue de la 1ère Armée Française**  
**83500 – La Seyne-sur-Mer**

**Jours et Heures d'ouverture de la CCI du Var :** Du lundi au vendredi : de 8H30 à 12H30 et de 14H00 à 17H00.

Les candidats sont informés que la copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 27 juillet 2018 et dans l'arrêté du 14 avril 2023 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le rejet d'une copie de sauvegarde parvenue au pouvoir adjudicateur après l'expiration du délai de remise des offres n'implique aucunement le rejet de l'offre elle-même, si cette dernière a été reçue par le pouvoir adjudicateur dans les délais prévus par l'avis de publicité.

Le guide général utilisateur entreprise de la plateforme de dématérialisation PLACE est téléchargeable sur le site : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

### 8.1 Echantillons

Il est demandé aux candidats de remettre des échantillons, ceux-ci devront être conditionnés dans un paquet comportant le nom adresse du candidat ainsi que la mention « **échantillons pour la consultation relative à la fourniture et livraison d'équipement de protection individuelle, vêtements de travail et accessoires, uniformes de service des agents de sûreté portuaire Ports de Commerce - lot n°.....NE PAS OUVRIR** » Ce paquet devra impérativement avant la date et heure limite de réception des offres, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et heure de réception.

Les échantillons devront être impérativement identifiés avec le nom du fournisseur, le numéro du lot.

Ils devront être livrés à l'adresse suivante :

#### **Chambre de Commerce et d'Industrie du Var**

Service Marchés Publics

ZIP de Bregailon

663 Avenue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française

**83500 LA SEYNE SUR MER**

**L'accès au site est limité, le candidat devra** prévenir au préalable l'accueil par téléphone au 04.94.22.80.80 ou 04.94.22.80.51 de la venue du transporteur qui devra être muni d'une pièce identité.

### **ARTICLE 9 - DATE ET HEURE DE REMISE DES OFFRES :**

La date limite de remise des offres est fixée au : **MERCREDI 30 JUILLET 2025 A 16 H 00**

#### Délai impératif :

Les dossiers qui seraient déposés et dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus, ne seront pas retenus.

### **ARTICLE 10 – VISITE DES LIEUX**

Sans objet

### **ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

Les entreprises pourront, avant la remise de leur offre, obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance du marché, à condition qu'ils ne soient pas de nature à porter atteinte à l'égalité des candidats.

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des offres, une demande écrite à :

#### **Renseignement(s) technique(s) et administratif(s) :**

**Chambre de Commerce et d'Industrie du Var - Service des Marchés Publics**

**ZIP de Brégailon - 663, avenue de la 1<sup>ère</sup> Armée Française - 83500 – La Seyne-sur-Mer**

Correspondant : Madame Sophie PACHECO - Tél. 04.94.22.80.51

Mail : [marches.publics@var.cci.fr](mailto:marches.publics@var.cci.fr)

**Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h à 17h.**

**Toute demande devra de préférence être effectuée par le biais de la plateforme de dématérialisation, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>**

Si la date limite de remise des offres est reportée, le délai de 10 jours calendaires s'applique sur la base de la nouvelle date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 7 jours calendaires au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Par ailleurs, les candidats ou soumissionnaires sont tenus de signaler dans les conditions prévues au présent article, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de les léser ou les conduire à renoncer à répondre à la lecture des documents de la présente procédure. A défaut de les avoir signalées, les candidats ou soumissionnaires sont réputés admettre que ces anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences du dossier de consultation et de leurs obligations contractuelles futures au stade de l'exécution du marché.

Les candidats pourront se procurer le CCAG - FCS auprès de la Direction des Journaux Officiels, 26, Rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15.

## **ARTICLE 10– ECHANGES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE**

Les échanges avec le candidat (réponses aux questions, invitation à négocier,...) pourront se faire par courriel ou via le profil acheteur PLACE : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

En cas d'envoi par PLACE, le candidat recevra, à l'adresse électronique indiquée dans la lettre de candidature, un courriel de « [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) ».

Le candidat devra vérifier que « [nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr](mailto:nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr) » ne soit pas considéré comme un SPAM et l'intégrer dans sa liste de contacts.

En référence à l'article R.2132-7 du code de la commande publique, l'opérateur économique procédant à la transmission par voie dématérialisée d'une candidature ou d'une offre est réputé avoir accepté l'utilisation d'un procédé électronique pour l'accomplissement des échanges nécessaires à la procédure objet du présent règlement de la consultation.

La CCI du Var attire donc l'attention des candidats et soumissionnaires sur le soin particulier qu'ils doivent consentir, lors du dépôt électronique de leur candidature et de leur offre, à leur identification sur le profil d'acheteur (la plateforme [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

En particulier, le renseignement d'une adresse électronique opérante est nécessaire au déroulement de la procédure. Le caractère opérant de l'adresse électronique est constitué des 3 conditions cumulatives suivantes :

- L'adresse électronique est correctement saisie dans le formulaire dédié du profil d'acheteur,
- La consultation de la boîte de réception afférente à l'adresse électronique est effectuée par une ou plusieurs personnes physiques diligentes faisant partie de l'organisation de l'opérateur économique dédiée au traitement de la procédure de marché public,
- La boîte de réception afférente à l'adresse électronique est quotidiennement consultée.

Seule fait foi l'adresse électronique libellée dans le registre de dépôt des plis généré par le profil d'acheteur (émanant de la saisie informatique du candidat/soumissionnaire dans le formulaire dédié du profil d'acheteur). Cette adresse électronique conditionne l'effectivité des échanges intervenant entre l'acheteur et le candidat/soumissionnaire.

En l'absence de la saisie d'une adresse électronique opérante, le candidat/soumissionnaire ne pourra se prévaloir à l'encontre de la CCI du Var d'un défaut d'information ou d'un défaut de formalité requise et des conséquences en résultant.

## ARTICLE 11- RECOURS

### Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – CS 40510, 83041, Toulon Cedex 9, F, Téléphone : (+33)4 94 42 79 30, Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : (+33) 4 94 42 79 89, Adresse internet : <http://www.toulon.tribunal-administratif.fr>.

### Introduction de recours et délais :

-Référé précontractuel (Code de Justice Administrative, art. L. 551-1 et s et art. R. 551-1et s). Le juge du référé précontractuel peut être saisi jusqu'à la signature du contrat.

-référé contractuel (Code de Justice Administrative, art. L. 551-13 et s.). Le référé contractuel peut être exercé dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal Officiel de l'union européenne (Joue) ou 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée.

-Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, issu de la jurisprudence " Tarn-Et-Garonne " ( CE Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-Et-Garonne, no358994) dans un délai de 2 mois à compter des mesures de publicité appropriées.

### Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

Tribunal administratif de Toulon, 5 rue Racine – CS 40510, 83041, Toulon Cedex 9, F, Téléphone : (+33)4 94 42 79 30, Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr, télécopieur : (+33) 4 94 42 79 89, Adresse internet : <http://www.toulon.tribunal-administratif.fr>.